

Bulletin d'histoire politique

Présentation

Jean-Paul Bernard



Volume 8, numéro 2-3, hiver 2000

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1060215ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1060215ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique
Comeau & Nadeau Éditeurs

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Bernard, J.-P. (2000). Présentation. *Bulletin d'histoire politique*, 8(2-3), 285–287.
<https://doi.org/10.7202/1060215ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2000

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Origines et sens de 1837

Présentation

...

Jean-Paul Bernard
Historien

Ce texte inédit a trente ans, ou presque. Aussi convient-il de le présenter, et plus précisément d'indiquer comment on a pu le reconstituer, puis de le situer dans l'histoire et dans l'historiographie.

André Cyr, étudiant au Module d'histoire de l'UQAM, avait eu l'heureuse initiative d'enregistrer sur magnétophone l'ensemble des interventions des participants invités et de l'auditoire. Il avait même procédé à la transcription dactylographiée du texte parlé et quand il me la donna, nous avons convenu qu'il serait intéressant que la chose soit publiée après quelques corrections que je ferais pour passer de l'oral à l'écrit et après contact avec les participants.

Ceux-ci se dirent tous d'accord mais voilà que, dans un calendrier serré, la RHAF se disait désireuse de faire paraître, à la suite de la session d'étude de mai et pour son numéro de juin, « un paragraphe » de chacun des participants, résumant l'essentiel de sa position. Cela fut fait, moitié avec des paragraphes effectivement rédigés *ad hoc*, moitié avec des paragraphes pertinents dans leur œuvre choisis par moi en collaboration avec les auteurs (voir RHAF, juin 1970). Quant au projet de publication du texte intégral, remis à plus tard, il s'est perdu dans les tâches courantes de chacun. À mi-chemin entre 1970 et aujourd'hui, j'ai utilisé le manuscrit demeuré dans mes dossiers (voir *Les rébellions de 1837-1838*, p. 55-57) et constaté à quel point le texte représentait bien l'état de la question au moment de la session d'étude de 1970.

Plus récemment, c'est Jean-Marie Fecteau, à qui je l'avais fait voir, qui m'a convaincu de le faire connaître dans son intégralité. Les participants ont donc été joints, et, dans le cas de Maurice Séguin, Tatiana Démidoff, sa conjointe. Tous ont accepté gentiment l'idée d'une publication dans le *Bulletin d'histoire politique*.

Début mai 1970. Nous sommes quelques jours après l'élection du Parti libéral de Robert Bourassa (mais le Parti québécois a fait élire sept députés et obtient 23,1 % du vote) et quelques mois avant la Crise d'octobre. Trop pointu. On pourrait aussi en prendre trop large pour le propos, dire qu'on était à l'époque de l'opposition aux États-Unis à la guerre au Viêt-nam (1967), de l'invasion de la Tchécoslovaquie par les Russes et des grandes manifestations étudiantes, dont celles de Mai en France (1968), de la conquête de la Lune (1969).

Pour être à la fois bref et pertinent dans l'évocation du contexte général, c'est-à-dire celui de l'histoire plutôt que de l'historiographie, je crois qu'il faut situer le débat de 1970 dans le prolongement des changements en cours, et des débats sur les orientations à donner au changement, dans la société québécoise des années, disons, 1950-1970. Des titres et des années de fondation de revues sont révélateurs d'une volonté répandue de changement : *Cité libre* (1950), *Liberté* (1959), *Maintenant* (1962), *Parti Pris* (1963), *Socialisme* (1964), *Révolution québécoise* (1964). Mais quelle révolution ? Fallait-il investir d'abord dans la transformation de la société de la province de Québec, ou dans la transformation du rapport du Québec au Canada anglais et au gouvernement d'Ottawa ? Fédéralisme ou souverainisme, si l'on veut, mais plus profondément deux représentations du temps (présent, passé et avenir) qui se réclament l'une du social et l'autre du national.

Dans le monde plus restreint des historiens, on opposait histoire politique et constitutionnelle, et histoire économique et sociale (la revue *Social History/Histoire sociale* est fondée en 1968). Par ailleurs, l'intérêt pour 1837-1838 était grand, comme tournant effectivement important et révélateur, mais aussi, sans doute, comme tentative de changer radicalement les rapports nationaux ou sociaux...

En tant que président de session, les discussions s'étant déroulées très rondement, je n'ai pas eu grand-chose à faire. Mais c'est à moi qu'était imputée la tâche d'inviter les participants. Je suis assez satisfait aujourd'hui du choix que j'ai dû faire alors. À vrai dire, j'en suis très satisfait, globalement. Sauf une erreur qui a provoqué une absence de taille : je ne savais pas que Stanley Ryerson, auteur de *1837 : The Birth of Canadian Democracy* (1937) et de *Unequal Union* (1968) pouvait s'exprimer parfaitement en français. Cela dit, l'éventail des âges des participants invités va d'un peu plus de 50 ans à un peu moins de 30 ans.

Gilles Bourque était passé de l'histoire à la sociologie. En 1967, avec Luc Racine, il avait publié « Histoire et idéologie » (*Parti Pris*, janvier-février). En 1970, il publie *Question nationale et classes sociales au Québec, 1760-1840* et, avec Nicole Laurin-Frenette, « Classes sociales et idéologies nationalistes au Québec » (*Socialisme québécois*, avril-juin).

Venu de l'étude du droit et de l'économie politique, et auteur d'une thèse de doctorat dirigée par Fernand Braudel, Alfred Dubuc avait présenté une communication (Société historique du Canada, 1965) intitulée « Problems in the Study of the Stratification of the Canadian Society from 1760 to 1840 », et reprise dans les *Annales ESC* (juillet-août 1967).

André Lefebvre publie en 1970, sur la base de sa thèse de doctorat (1967), *La Montreal Gazette et le nationalisme canadien (1835-1842)*.

Fernand Ouellet est, en 1970, l'historien le plus érudit des rébellions. De nombreux textes de lui paraissent depuis les années 1950. On lira en particulier la conclusion « Lenteur des transformations socio-économiques et résistance des mentalités d'Ancien Régime » de son *Histoire économique et sociale du Québec, 1760-1850* (1966), de même que « Les insurrections : un phénomène social » (*Social History/Histoire sociale*, novembre 1968).

Maurice Séguin a publié en 1968 *L'idée d'indépendance au Québec. Genèse et historique* qui reprend un texte d'abord lu à la radio (Radio-Canada, mars et avril 1962) et paru dans la revue *Laurentie* (1962).

De Jean-Pierre Wallot avant 1970, signalons une communication « Le régime seigneurial et son abolition au Canada » (Toulouse, 1968) publiée en 1969 dans *Annales historiques de la Révolution française* et dans *Canadian Historical Review*. Aussi, deux autres (Montréal, 1969) pour le Groupe de recherche sur les idéologies dans la société canadienne-française (Griscaf) qui seront publiées en 1973 encore dans les *Annales historiques de la Révolution française*, « Révolution et réformisme dans le Bas-Canada (1773-1815) », de même que « Le Canada et la Révolution atlantique : une problématique ».

On me permettra une remarque sur ce qu'ajoute à ces textes divers la lecture des interventions de chacun des auteurs lors de la session d'étude de 1970 : je dirais pour ma part que c'est l'interaction entre eux, interaction où se révèlent à la fois la force et la fragilité des interprétations.